

Canadiens. La région de Singapour s'est avérée une bonne source de candidats d'expérience. Au cours des dernières années, un certain nombre de personnes originaires de la République ont décidé de s'installer au Canada pour fonder des entreprises dans des secteurs très divers. Ces chefs d'entreprise conservent des liens étroits avec Singapour et leurs contacts commerciaux sont utiles non seulement pour développer leurs propres entreprises au Canada mais également pour élargir les échanges entre le Canada et Singapour.

En 1988 et en 1989, des chefs d'entreprises et des investisseurs de Singapour, acceptés en vertu du programme d'immigration des gens d'affaires, ont injecté plus de 100 millions de dollars dans l'économie et créé près de 300 emplois.

3.5 Dialogue sur les questions économiques multilatérales

Le Canada et Singapour sont tous deux membres de la *Pacific Economic Co-operation Conference* (PECC). Le Canada, qui appuie activement depuis longtemps la PECC, a participé à la mise en oeuvre de plusieurs projets. Un secrétariat, inauguré en mai 1990, a été établi à Singapour.

Le Canada soutient également le Dialogue avec les économies dynamiques d'Asie, organisé par l'OCDE. Il a incité Singapour à participer activement à ce programme, par des échanges officiels et non officiels.

Le Canada et Singapour contribuent aussi activement au programme de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP). Dans le cadre de ce programme, Singapour accueillera en juillet 1990 les participants de la deuxième réunion des ministres à laquelle le Canada déléguera un représentant. Toujours dans le cadre de ce programme, les ministres des ministères à vocation commerciale des pays intéressés se sont rencontrés à Vancouver en septembre 1990.

Enfin, sous le couvert du Comité du commerce et du tourisme de l'ANASE, des consultations régulières avec Singapour et d'autres pays membres de l'ANASE ont débuté en octobre 1988. Elles portent sur des questions d'intérêt commun relevant du Cycle d'Uruguay des négociations commerciales multilatérales ainsi que sur les réactions des pays de l'ANASE à l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis.